



Vu et APPROUVÉ par le
Conseil communal lors de
sa séance du 25.09.2025
Pour le conseil communal,
Le Bourgmestre, le secrétaire,
Charles Weiler René Lütz

RÈGLEMENT COMMUNAL

RELATIF AU SUBVENTIONNEMENT DES INITIATIVES PRIVÉES EN VUE DE LA CONSERVATION DU PATRIMOINE FUNÉRAIRE DE DIEKIRCH

1. Article : Préambule

- 1.1. Le patrimoine funéraire¹, comprend la réalité unifiée et complexe intégrant les sites, les installations visibles et invisibles, les expressions de mentalités et de ritualisation face à la mort, à la perte et au deuil, ainsi que les sources permettant d'éclairer toutes ces notions.
- 1.2. Il est constaté que les sites et rites funéraires sont menacés, victimes de négligence, de désaffectation et de dilapidation.
- 1.3. La préservation de l'intégrité du patrimoine funéraire est une responsabilité communautaire et individuelle.
- 1.4. À cette fin, il y a nécessité à encourager, soutenir et coordonner les actions des familles et ayants droit, des collectivités, des institutions religieuses et offrir une base d'action commune et efficace.
- 1.5. La commission des sépultures de la Ville de Diekirch, ci-après dénommée « la commission », dont la composition et les missions sont spécifiées à l'[annexe 1](#), du présent règlement officie comme intermédiaire entre le collège échevinal et le conseil communal d'une part et les familles et ayants droit détenteurs de concessions de sépultures au cimetière de la Ville de Diekirch, d'autre part.

2. Article : Glossaire

Caveau	Fosse maçonnée qui prend place dans le sol d'un cimetière pour accueillir un ou plusieurs cercueils ou urnes, généralement, mais pas systématiquement des membres d'une même famille.
--------	---

¹ Cfr Déclaration pour une Charte Internationale du Patrimoine Funéraire, 2000, Montréal, Canada
https://agora.qc.ca/thematiques/mort/documents/declaration_pour_une_charte_internationale_du_patrimoine_funeraire

Concession funéraire	Attribution temporaire ou perpétuelle d'un emplacement dans un cimetière. À Diekirch, seules les concessions à quinze (15) ou à trente (30) ans ont cours.
Monument funéraire	La partie la plus visible de la sépulture sous forme d'une construction érigée sur l'emplacement où les restes du corps du défunt sont inhumés. Elle peut prendre l'aspect d'une simple pierre ou être plus élaborée. Toute sépulture ne doit pas obligatoirement comporter un monument funéraire.
Obsèques	Cérémonie et convoi funèbres en l'honneur d'un défunt. Synonyme usuel: enterrement, funérailles.
Restauration	Une intervention dirigée sur un bien patrimonial, dont l'objectif est la conservation de l'authenticité et son appropriation par la communauté (Charte de Cracovie 2000).
Sépulture	Endroit physique obligatoire pour tout dépôt de restes humains après le décès à l'exception des obsèques par dispersion des cendres après crémation. Une sépulture peut être aménagée en l'absence de restes humains, par exemple dans le cas de catastrophes naturelles avec perte du ou des corps. Une sépulture commune sans référence à des personnes décédées peut être aménagée dans le cas des fosses communes suite à des catastrophes naturelles avec impossibilité d'indentification des défunts.

3. Objet

- 3.1. La Ville de Diekirch, ci-après dénommée « la commune », s'engage à encourager, soutenir et coordonner les actions des détenteurs de concession(s) de sépulture(s) au cimetière de la Ville de Diekirch, dans le but de protéger, de conserver, de restaurer et de valoriser des sépultures, notamment celles ayant une valeur historique, culturelle, patrimoniale ou mémorielle.
- 3.2. À cette fin, un subside extraordinaire est accordé à tout détenteur de concession de sépulture au cimetière de la Ville de Diekirch pour toute mesure de protection, de conservation, de restauration et de valorisation apportée à
 - 3.2.1. des sépultures âgées de plus de cent ans au moment de l'introduction de la demande;
 - 3.2.2. des sépultures figurant au registre des tombes remarquables établi par la commission des sépultures et approuvé par le collège échevinal respectivement le conseil communal;
 - 3.2.3. des sépultures faisant partie d'un ensemble de tombes territorialement cohérent, remarquable et à préserver, défini par la commission des sépultures et approuvé par le collège échevinal respectivement le conseil communal;
 - 3.2.4. toute autre sépulture identifiée par la commission comme digne de protection, de conservation, de restauration et de valorisation au vu de ses qualités historiques, patrimoniales, mémorielles, architecturales, artisanales, artistiques ou autres remarquables.

ADRESSE POSTALE : B. P. 145 L-9202 DIEKIRCH

ADMINISTRATION : 27, AVENUE DE LA GARE L-9233 DIEKIRCH T +352 80 87 80 - 1

COMMUNE@DIEKIRCH.LU WWW.DIEKIRCH.LU

- 3.3. Les actions de nettoyage et de rafraîchissement de l'ensemble ou d'éléments de la sépulture en général et du monument funéraire en particulier ne sont pas éligibles pour bénéficier du subside extraordinaire, objet du présent règlement en particulier lorsque ces mesures d'entretien concernent des tombes récentes.
- 3.4. Les plantations ne sont de même pas éligibles pour bénéficier du subside extraordinaire, objet du présent règlement.

4. Article : Demandes

- 4.1. Toute demande en obtention d'un subside extraordinaire pour mesure de protection, de préservation et de restauration apportée à des sépultures telles que définies à l'[article 3. point 3.2.](#) du présent règlement doit être adressée à l'Administration communale de la Ville de Diekirch avant le début des travaux envisagés.
- 4.2. Le demandeur doit être titulaire d'une concession funéraire non encore éteinte concernant la sépulture pour laquelle les travaux sont envisagés.
- 4.3. Tout détenteur de concession(s) funéraire(s) ne peut demander qu'un seul subside extraordinaire par concession et par période de trente (30) ans.
- 4.4. La demande sera accompagnée de
 - 4.4.1. une photographie identifiant la sépulture pour laquelle les travaux sont envisagés;
 - 4.4.2. une copie du contrat de concession actuellement en vigueur concernant la sépulture pour laquelle les travaux sont envisagés;
 - 4.4.3. un historique détaillé précisant, dans la mesure du possible,
 - l'année de construction de la sépulture;
 - l'identité de l'artisan créateur du monument funéraire;
 - les données personnelles des corps ou des restes des défunts inhumés;
 - 4.4.4. un descriptif détaillé des travaux envisagés;
 - 4.4.5. un devis estimatif établi par les corps de métiers amenés à intervenir sur la sépulture.
- 4.5. La demande accompagnée de toutes les pièces requises est soumise pour examen et avis à la commission des sépultures de la Ville de Diekirch.
- 4.6. La commission saisie de la demande statuera d'abord sur la recevabilité de la demande exigeant le plus strict respect des conditions et circonstances détaillées en amont.
- 4.7. La commission statuera ensuite sur l'éligibilité, totale ou partielle, de l'ensemble des travaux envisagés pour l'attribution du subside extraordinaire prévu en se basant sur les dispositions de la Charte de Cracovie de 2000 (cfr [annexe 2.](#)) remplaçant la Charte de Venise de 1994 et la Charte d'Athènes de 1931.

5. Article : Montant du subside extraordinaire

- 5.1. Pour des interventions envisagées sur des sépultures jugés éligibles pour l'attribution d'une aide financière, la commune accorde un subside extraordinaire dont le montant correspond à trente pour cent (30%) du coût prévisionnel des travaux envisagés et reconnus éligibles.
- 5.2. Le montant du subside extraordinaire accordé pour des travaux de protection, de conservation, de restauration et de valorisation de sépultures ne dépassera pas le plafond de 3.000 euros (3.000,00€).
- 5.3. Le subside extraordinaire communal est porté au compte du demandeur,
 - 5.3.1. après la fin des travaux reconnus éligibles pour être subsidiés;
 - 5.3.2. après avoir déposé une photographie de la sépulture après travaux reconnus éligibles pour être subsidiés;
 - 5.3.3. après avoir réglé l'ensemble des factures pour travaux reconnus éligibles pour être subsidiés, l'avis de débit y afférent faisant foi.

6. Article: Dispositions complémentaires

- 6.1. Toute sépulture qui a fait l'objet de travaux de protection, de conservation, de restauration et de valorisation subsidiés par la commune ne peut être démolie pendant les trente (30) ans qui suivent la fin des travaux subsidiés.
- 6.2. Après l'achèvement des travaux reconnus éligibles pour être subsidiés et sous réserve de l'accord du concessionnaire, la commune concède une prolongation trentenaire gratuite de la concession existante, qui commence à courir le jour du paiement du subside extraordinaire.
- 6.3. Le concessionnaire peut choisir à tout moment de renoncer à la concession funéraire, quelle qu'en soit la durée, et de céder la sépulture à la commune sans pouvoir prétendre à un quelconque remboursement des frais par lui engagés pour la protection, la conservation, la restauration et la valorisation de la sépulture visée par la concession.

7. Article : Durée du règlement

- 7.1. Le Règlement communal relatif à l'allocation de subsides extraordinaires en rapport avec des travaux de protection, de conservation, de restauration et de valorisation des sépultures est de durée illimitée.

8. Article : Entrée en vigueur du règlement

- 8.1. Le présent règlement entre en vigueur le jour de son approbation par le conseil communal, sinon le jour de son approbation par l'autorité de tutelle en cas de nécessité.

Annexe 1: Commission des sépultures de la Ville de Diekirch

La commission des sépultures est une commission consultative technique:

Elle est formée d'experts locaux, membres d'office de par leur fonction respective, assistés d'un ou de plusieurs experts externes, désignés par le collège des bourgmestre et échevins ou invités par la commission elle-même.

La commission des sépultures est présidée par un membre du collège échevinal.

La mission de la commission des sépultures est de veiller à la **gestion**, la **protection**, la **préservation** et la **valorisation des sépultures**, notamment celles **ayant une valeur historique, culturelle, patrimoniale ou mémorielle**.

Pour assumer sa mission, la commission des sépultures déploie les activités suivantes:

1. Identification et recensement

- 1.1. Identifier les sépultures d'intérêt (anciens combattants, personnalités, sépultures remarquables, etc.).
- 1.2. Établir un inventaire des tombes présentant un intérêt historique ou patrimonial.

2. Préservation et entretien

- 2.1. Proposer ou superviser des actions de restauration, entretien ou conservation des tombes.
- 2.2. Veiller au respect des normes de conservation, surtout dans les vieux cimetières.

3. Protection juridique

- 3.1. Suggérer le classement ou l'inscription de sépultures ou de cimetières aux Monuments Historiques ou au patrimoine local.
- 3.2. Veiller au respect des réglementations en cas de reprise de concession ou de déplacement de tombes.

4. Valorisation historique et culturelle

- 4.1. Contribuer à des actions de mémoire (commémorations, panneaux explicatifs, visites guidées, publications...).
- 4.2. Sensibiliser le public à l'importance patrimoniale de certaines sépultures.

5. Avis et orientation

- 5.1. Donner un avis consultatif aux collectivités locales (mairies, intercommunalités) sur les décisions concernant les sépultures.
- 5.2. Participer à l'élaboration de plans de gestion des cimetières.

The Charter of Krakow 2000

PRINCIPLES FOR CONSERVATION AND RESTORATION OF BUILT HERITAGE

Recognising the contribution of individuals and institutions who, in the course of three years, have participated in the preparation of the International Conference on Conservation «Krakow 2000» and its Plenary Session "Cultural Heritage as the Foundation of the Development of Civilisation», We, the participants of the International Conference on Conservation "Krakow 2000", conscious of the profound meanings associated with cultural heritage, submit the following principles to those responsible for heritage as a guideline for the efforts to safeguard such properties.

PREAMBLE

Acting in the spirit of the Charter of Venice, taking note of the international recommendations and urged on by the process of European unification, at the turn of the new millennium, we are conscious of living within such a framework, in which identities, in an ever more extensive context, are becoming characterised and more distinct. Europe today is characterised by a cultural diversity and thus by the plurality of fundamental values related to the mobile, immobile and intellectual heritage, the different meanings associated with it and consequently also conflicts of interest. This obliges all those responsible for safeguarding cultural heritage to become increasingly attentive to the problems and choices they need to face in pursuing their objectives.

Each community, by means of its collective memory and consciousness of its past, is responsible for the identification as well as the management of its heritage. Individual elements of this heritage are bearers of many values, which may change in time. The various specific values in the elements characterise the specificity of each heritage. From this process of change, each community develops an awareness and consciousness of a need to look after their own common heritage values.

This heritage cannot be defined in a fixed way. One can only define the way in which the heritage may be identified. Plurality in society entails a great diversity in heritage concepts as conceived by the entire community; therefore, the tools and methods developed for appropriate preservation should be adapted to the evolving situations, which are subject to a process of continual change. The particular context of selecting these values requires the preparation of a conservation plan and a series of decisions. These should be codified in a restoration project according to appropriate technical and structural criteria.

Conscious of the profound values of the Charter of Venice and working towards the same aims, we propose the following principles for conservation and restoration of the built heritage in our time.

AIMS AND METHODS

1. The architectural, urban and landscape heritage, as well as artefacts, are the result of an identification with various associated moments in history and social-cultural contexts. The conservation of this heritage is our aim. **Conservation** can be realised by different types of interventions such as environmental control, maintenance, repair, restoration, renovation and rehabilitation. Any intervention implies decisions, selections and responsibilities related to the complete heritage, also to those parts that may not have a specific meaning today, but might have one in the future.
2. **Maintenance and repairs** are a fundamental part of the process of heritage conservation. These actions have to be organised with systematic research, inspection, control, monitoring and testing. Possible decay has to be foreseen and reported on, and appropriate preventive measures have to be taken.
3. The conservation of built heritage is implemented by the project of restoration, including the strategy to conserve in the long term. This **restoration project** should be based on a range of appropriate technical options and prepared in a cognitive process of gathering knowledge and understanding of the building or site. This may include traditional and subsequent new materials, structural investigations, graphical and dimensional analysis and the identification of historical, artistic and socio-cultural significance. All pertinent disciplines have to participate in the restoration project and the co-ordination should be carried out by a person qualified and well trained in conservation and restoration.
4. **The reconstruction** of entire parts 'in the style of the building' should be avoided. Reconstruction of very small parts having architectural significance can be acceptable as an exception on condition that it is based on precise and indisputable documentation. If necessary, for a proper use of the building, completion of more extensive spatial and functional parts should reflect contemporary architecture. Reconstruction of an entire building, destroyed by armed conflict or natural disaster, is only acceptable if there are exceptional social or cultural motives that are related to the identity of the entire community.

DIFFERENT KINDS OF BUILT HERITAGE

5. Any intervention involving the archaeological heritage, due to its vulnerability, should be strictly related to its surroundings, territory and landscape. The destructive aspects of the excavation should be reduced as far as possible. At each excavation, the archaeological work must be fully documented.

As in all other cases, conservation work on archaeological finds must be based on the principle of minimum intervention. This must be done by professionals and the methodology and techniques used must be strictly controlled.

In the protection and public presentation of archaeological sites, the use of modern technologies, databanks, information systems and virtual presentation techniques should be promoted.

6. The purpose of conservation of **historic buildings and monuments**, whether in the urban or rural context, is to maintain their authenticity and integrity, including internal spaces, furnishings and decoration according to their original appearance. Such conservation requires an appropriate 'project of restoration'

ADRESSE POSTALE : B. P. 145 L-9202 DIEKIRCH

ADMINISTRATION : 27, AVENUE DE LA GARE L-9233 DIEKIRCH T +352 80 87 80 - 1

COMMUNE@DIEKIRCH.LU WWW.DIEKIRCH.LU

that defines the methods and aims. In many cases, it also requires an appropriate use, compatible with the existing space and significance. Work on historic buildings must pay full attention to all the periods that are present.

7. **Architectural decoration, sculpture and artefacts** that are an integrated part of the built heritage should be preserved through a specific project connected to the general project. This presupposes that the restorer has the proper knowledge and training in addition to the cultural, technical and operating capacity to interpret the different analyses of the specific artistic fields. The restoration project must guarantee a correct approach to the conservation of the full setting, decoration or sculpture, with respect to traditional building crafts and their necessary integration as a substantial part of the built heritage.
8. **Historic towns and villages**, in their territorial setting, represent an essential part of our universal heritage, and should be seen as a whole with the structures, spaces and human factors, normally in the process of continuous evolution and change. This involves all sectors of the population, and requires an integrated planning process, consisting of a wider range of different activities. Conservation in the urban context deals with ensembles of buildings and open spaces, which are part of larger urban areas, or of entire small urban or rural settlements, including intangible values. In this context, intervention consists of referring to the city in its morphological, functional and structural whole, as part of its territory, its environment and surrounding landscape. The buildings that form historic areas may not have a special architectural value in themselves, but they should be safeguarded because of their organic unity, distinctive dimensions, and their technological, spatial, decorative and chromatic characteristics as connecting elements.

The restoration project of the historic **town or village** should anticipate the management of change, in addition to verifying the sustainability of selected options, linking heritage issues with social and economic aspects. Apart from obtaining knowledge of the structures, there is the need for a study of the influences of change and the tools required for the management process. The project of restoration for historic areas regards the buildings of the urban fabric in their twofold function: a) the elements that define the spaces of the city within its urban form, and b) the internal spatial arrangements that are an essential part of the building.

9. **Landscapes** as cultural heritage result from and reflect a prolonged interaction in different societies between man, nature and the physical environment. They are testimony to the evolving relationship of communities, individuals and their environment. In this context, their conservation, preservation and development focus on human and natural features, integrating material and intangible values. It is important to understand and respect the character of landscapes, and apply appropriate laws and norms to harmonise relevant territorial functions with essential values. In many societies, landscapes are historically related to urban territories and influences.

The integration of cultural landscape conservation, and the sustainable development of regions and localities with ecological activities, and the natural environment require awareness and understanding of the relationships over time. This involves making links with the built environment of the metropolis, city and town.

ADRESSE POSTALE : B. P. 145 L-9202 DIEKIRCH

ADMINISTRATION : 27, AVENUE DE LA GARE L-9233 DIEKIRCH T +352 80 87 80 – F

COMMUNE@DIEKIRCH.LU WWW.DIEKIRCH.LU

Integrated conservation of fossil and archaeological landscapes, and the development of highly dynamic landscapes, involve social, cultural and aesthetic values.

9. Conservation/preservation techniques should be strictly tied to interdisciplinary scientific research on materials and technologies used for the construction, repair and/or restoration of the built heritage. The chosen intervention should respect the original function and ensure compatibility with existing materials, structures and architectural values. Any new materials and technologies should be rigorously tested, compared and understood before application. Although the in situ application of new techniques may be relevant to the continued well-being of original fabric, they should be continually monitored in the light of the achieved results, taking into account their behaviour over time and the possibility of eventual reversibility.

Particular attention is required to improve our knowledge of traditional materials and techniques, and their appropriate continuation in the context of modern society, being in themselves important components of cultural heritage.

MANAGEMENT

10. The management of dynamic change, transformation and development of historic cities and the cultural heritage in general, consists of appropriate regulation, making choices, and monitoring outcomes. As an essential part of this process, it is necessary to identify risks, anticipate appropriate prevention systems, and create emergency plans of action. Cultural tourism, beside its positive aspects on the local economy, should be considered as such a risk. Attention should also be paid to the optimisation of running costs.

Conservation of cultural heritage should be an integral part of the planning and management processes of a community, as it can contribute to the sustainable, qualitative, economic and social developments of that society.

11. The plurality of heritage values and diversity of interests necessitates a communication structure that allows, in addition to specialists and administrators, an effective participation of inhabitants in the process. It is the responsibility of communities to establish appropriate methods and structures to ensure true participation of individuals and institutions in the decision-making process.

TRAINING AND EDUCATION

12. Training and education in cultural heritage matters require social involvement and integration into national systems of education at all levels. The complexity of a restoration project, or any other conservation intervention, involving historic, technical, cultural and economic aspects requires the appointment of a competent and well-educated leader.

Education of conservators must be interdisciplinary and involve accurate study of architectural history, theory and techniques of conservation. This should assure the appropriate qualifications necessary to resolve research problems needed to carry out conservation and restoration interventions in a professional and responsible way.

ADRESSE POSTALE : B, P. 145 L-9202 DIEKIRCH

ADMINISTRATION : 27, AVENUE DE LA GARE L-9233 DIEKIRCH T +352 80 87 80 - 1

COMMUNE@DIEKIRCH.LU WWW.DIEKIRCH.LU

The training of professionals and technicians in the conservation disciplines should take full account of evolving methodologies and technical knowledge, and be aware of the ongoing debate on conservation theories and policies.

The quality of craft and technical work during restoration projects should also be enhanced by improved vocational training.

LEGAL MEASURES

13. The protection and conservation of the built heritage could be better enabled if greater legal and administrative actions are taken. This should be aimed at ensuring the conservation work is only undertaken by, or under the supervision of, conservation professionals. Legal regulations might also make provision for a period of practical experience in a structured programme. Consideration should be given to newly-trained conservators obtaining a permit for independent practice. This should be gained under the supervision of conservation professionals.

ANNEX - DEFINITIONS

The redaction committee of this "CHARTER OF KRAKOW" used following terminological concepts :

- a. **Heritage:** Heritage is that complex of man's works in which a community recognises its particular and specific values and with which it identifies. Identification and specification of heritage is therefore a process related to the choice of values.
- b. **Monument:** A monument is an entity identified as of worth and forming a support to memory. In it, memory recognises aspects that are pertinent to human deeds and thoughts, associated with the historic time line. This may still be within our reach, even though not yet interpreted.
- c. **Authenticity** means the sum of substantial, historically ascertained characteristics: from the original up to the current state, as an outcome of the various transformations that have occurred over time.
- d. **Identity** is understood as the common reference of both present values generated in the sphere of a community and past values identified in its authenticity.
- e. **Conservation:** Conservation is the complex of attitudes of a community that contributes to making the heritage and its monuments endure. Conservation is achieved with reference to the significance of the entity, with its associated values.
- f. **Restoration:** Restoration is an operation directed on a heritage property, aiming at the conservation of its authenticity and its appropriation by the community.
- g. **Project of restoration:** The project, resulting from the choice of conservation policies, is the process through which conservation of the built heritage and landscape is carried out.

ADRESSE POSTALE : B, P, 145 L-9202 DIEKIRCH

ADMINISTRATION : 27, AVENUE DE LA GARE L-9233 DIEKIRCH T +352 80 87 80 - 1

COMMUNE@DIEKIRCH.LU WWW.DIEKIRCH.LU